

Le 8 septembre 2021, des élections générales sont organisées au Maroc. Ces élections qui regrouperont les scrutins législatifs, régionaux et municipaux, sont les troisièmes organisées depuis la grande réforme constitutionnelles de 2011. Elles revêtent une grande importance car elles se tiennent dans une situation particulière due à la crise sanitaire mondiale et dans un climat de tension régionale accentuée par les gesticulations du régime algérien.

Ces élections démontrent la résilience du Royaume qui a su résister à la pandémie, qui a organisé la reprise économique et qui est le seul pays stable dans une région instable avec pour aggraver le tout le contexte particulier de l'activisme algérien. Le régime algérien démontre une fois de plus le peu de cas qu'il fait de la solidarité arabe et africaine, et qu'il est un État voyou au même titre que l'Iran. De fait ce régime ne pense qu'à se sauver lui-même et il a le tort de penser que c'est en agitant un vieux discours anti-marocain et anti-français qu'il y parviendra. Pour ce qui concerne son aversion vis-à-vis du Maroc, il est constant que le régime algérien s'est construit selon ce schéma depuis 1962.

En 1975, le bloc communiste et Alger ont créé la fiction du *Polisario*, qu'Alger est le dernier à soutenir contre vents et marées, et l'on imagine la rage de la clique au pouvoir quand les États-Unis — qui sont tout de même la principale puissance du monde — ont reconnu la marocanité des territoires de la Séguiet el Hamra et d'Oued el Dahab (nommé *Rio de Oro* par les occupants espagnols) ! Sans doute faut-il ne pas chercher plus loin les raisons de l'attitude incompréhensible du régime algérien qui a rompu ses relations avec le royaume le 24 août dernier, accusant pour l'occasion le Royaume du Maroc d'être à l'origine des immenses incendies qui ont ravagé la Kabylie.

À Rabat, on ne veut pas d'une guerre avec l'Algérie, même si tout le monde est convaincu que ce serait une partie de campagne comme en 1963 (guerre des sables) et 1975.

C'est donc dans ce contexte qu'interviennent les élections générales au Maroc. Elles constituent évidemment le signe de la résilience du pays. À l'heure où certains s'agitent en tout sans comme les soubresauts d'un agonisant, ou d'autres ont du mal à sortir de la crise politique, économique et sanitaire, le Maroc est un pays en marche vers l'avenir. Face aux nombreux défis du monde moderne et aux périls qui menacent la région maghrébine et sahélo-saharienne, le Royaume tient le cap d'un projet global, ayant pour objectif un plus grand développement politique, social et économique. Ce résultat est l'œuvre de la Monarchie. C'est l'œuvre du Roi Mohammed VI qui a inauguré « *une expérience inédite et nouvelle* »^[1] grâce à une « *conception renouvelée de la gouvernance et de l'administration* »^[2]. Le Roi personifie bien la transformation du Maroc vers la modernité, vers une démocratisation raisonnée et l'ouverture au monde dans le respect des grands principes de la tradition. C'est ce que montrent les élections du 8 septembre ; c'est aussi ce qui fait du Maroc un précieux partenaire de la France.

Dr Alain BENOIST

1. Benjamin Stora, *Mohammed VI, itinéraire d'un roi*, in *Les Cahiers de l'Orient*, 2016/4.
2. Christophe Boutin, *Le Maroc ou l'équilibre monarchique*, in Christophe Boutin, Jean-Yves

de Cara, Charles Saint-Prot (dir.), *Les constitutions arabes*, dir. avec, Paris, Karthala, collection « études géopolitiques », 2016.